



Samedi 10 novembre

attac contre l'OMC !

Sauf annulation de dernière minute, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) devrait tenir sa réunion ministérielle au Qatar à partir du 9 novembre. L'objectif de cette réunion est clairement affirmé : lancer un nouveau cycle de libéralisation du commerce mondial.

Un enjeu pour tous les citoyen(e)s

Ces négociations ont un enjeu central : relancer la marchandisation du monde, en faisant du droit du commerce le principe dominant au détriment de toutes les autres législations sociales, environnementales, de santé publique... et faire de l'OMC l'organisation clef du nouvel ordre international fondé sur le libéralisme économique.

Il s'agit en particulier de remettre en cause, à travers l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), l'ensemble des services publics, notamment la santé et l'éducation. Il s'agit aussi de faire des produits agricoles de simples objets commerciaux avec pour conséquence la standardisation de l'alimentation, la disparition des petites exploitations au Nord comme au Sud et le développement de l'insécurité alimentaire.

Cette transformation de toutes les activités en marchandises se fera pour le plus grand profit des firmes multinationales qui contrôlent déjà les deux tiers du commerce mondial.

Nous pouvons gagner !

A Seattle en 1999, la réunion de l'OMC n'avait pas abouti au lancement d'un nouveau cycle de libéralisation. Cet échec de la libéralisation avait été certes provoqué par les intérêts antagonistes des gouvernements. Mais il a été aussi rendu possible par la mobilisation de l'opinion publique mondiale qui a empêché les négociations de se tenir dans la discrétion habituelle de ce genre de réunion.

Il s'agit aujourd'hui de poursuivre ce processus de mobilisation pour imposer une autre mondialisation au service des peuples et non des multinationales. Le 10 novembre sera une journée internationale de manifestations. Leurs succès sera déterminant pour faire échec à l'OMC. En France, des manifestations unitaires auront lieu dans tout le pays.

Après le 11 septembre, la lutte pour un monde plus juste, plus solidaire, et enfin respectueux des êtres humains, est l'un des plus sûrs rempart contre la haine et le fanatisme aveugle des terroristes.

Le monde n'est pas une marchandise



LE MONDE N'EST PAS UNE MARCHANDISE !

Face aux prétentions de l'Organisation mondiale du commerce

Manifestons le 10 novembre

Depuis sa création par nos gouvernements en 1995, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) impose un processus de libéralisation généralisée, qui concerne non seulement le commerce international, mais aussi tous les secteurs de la vie économique et sociale : environnement, santé, services publics, alimentation, propriété du vivant. Elle continue en outre à opérer de façon opaque, à la fois vis-à-vis des citoyens et des pays du Sud. Son bras judiciaire, l'Organe de règlement des différends (ORD), légifère dans de nombreux domaines non-commerciaux, en se donnant ses propres règles hors de tout contrôle démocratique. Elle a toujours refusé de prendre en considération la dimension sociale des échanges, qu'il s'agisse de l'emploi et des droits sociaux fondamentaux. Elle ne se soucie pas davantage de la protection de l'environnement et des milieux naturels ni des normes de santé publique.

La Conférence ministérielle de l'OMC qui va se tenir au Qatar du 9 au 13 novembre constitue donc un enjeu majeur pour les peuples, les citoyen(e)s, les salarié(e)s, pour l'avenir même de notre planète. Lors de la précédente réunion de l'OMC à Seattle en novembre 1999, les divergences entre les Etats membres, couplées aux mobilisations citoyennes, avaient empêché l'ouverture d'un nouveau cycle de libéralisation du commerce mondial.

Malgré cet échec, l'OMC persiste et signe. Elle a relancé des négociations sectorielles dont l'objectif est de livrer des pans entiers de l'économie à l'appétit des multinationales. L'Accord général sur le commerce des services (AGCS) menace l'existence même des services publics, en particulier l'éducation et la santé. L'Accord sur l'agriculture promeut un modèle d'agriculture productiviste et industriel qui a pour conséquence la standardisation de l'alimentation, l'insécurité, la non souveraineté alimentaire et la disparition des petites et moyennes exploitations au Nord comme au Sud. L'Accord sur les droits de propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC), transforme les processus biologiques et naturels en marchandises en permettant leur accaparement par les multinationales. Le sommet du Qatar vise à accélérer ces processus et à les rendre irréversibles. Il vise à étendre les domaines touchés par la libéralisation, notamment à l'investissement, aux politiques de concurrence, aux marchés publics...

À cette logique, nous opposons une autre conception des échanges internationaux, basée sur la solidarité, la coopération, un commerce équitable. Contre le dumping social nous choisissons un développement durable, centré sur le respect des droits des salariés et des populations dans les pays du Nord et du Sud, sauvegardant l'emploi et les droits démocratiques pour tous les peuples et assurant la protection de l'environnement.

Il s'agit donc de poursuivre un processus de mobilisation qui s'est élargi depuis Seattle afin d'enrayer la course à la marchandisation totale du monde. Ainsi, la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) a lancé un appel à une journée d'action dans les entreprises le vendredi 9 novembre. Le samedi 10 novembre sera une journée de manifestations à l'échelle internationale. Les organisations signataires appellent les citoyen(e)s, les salarié(e)s, les organisations politiques, syndicales et associatives à organiser ensemble une journée de manifestations dans toute la France le samedi 10 novembre. Cette journée permettra de faire entendre la voix de l'opinion publique et d'interpeller les autorités françaises et européennes sur la base des exigences suivantes :

- le refus aujourd'hui d'un nouveau cycle de libéralisation et de toute extension des pouvoirs et domaines de compétence de l'OMC,
- une évaluation, avec la pleine participation des associations citoyennes, du bilan, ainsi que des règles et pratiques de cette organisation depuis sa création,
- sa subordination aux chartes internationales comme la Déclaration universelle des droits de l'homme, et aux conventions internationales relatives aux droits économiques, sociaux et culturels et aux normes sanitaires et environnementales,
- le maintien et le développement des services publics dans les secteurs essentiels que sont l'eau, la santé, l'éducation, la culture, l'environnement, l'audiovisuel, les services de communication, les transports, le logement, l'énergie, et en conséquence l'exclusion de l'AGCS de tous les services publics, notamment la santé et l'éducation,
- le respect du principe de précaution en matière d'écologie, de santé publique et d'alimentation, notamment en matière de production et distribution des OGM,
- l'interdiction des brevets sur le vivant : plantes, animaux, micro-organismes et gènes,
- la proclamation comme bien commun de l'humanité de l'eau, de l'air et du patrimoine génétique.

Premiers signataires

AEC, Agir Ici, AITEC, AMF, Les Amis de la Terre, Architecture & Développement, Association des Tunisiens de France (ATF), ATMF, ATTAC, CADAC, CADTM-France, Comité catholique contre la faim et le développement (CCFD), CCC-OMC, CEDETIM, CETIM - Centre Europe Tiers Monde, Club du 21 septembre, Collectif Droits des femmes, Collectif Total-Fina-Elf ne fera pas la loi, Confédération Paysanne, CRID, DECIL de Mantes-la-Jolie, Droits Devant !, Droit Solidarité, Ecologie Sociale, FFMJC (Fédération Française des Maisons des Jeunes et de la Culture), Forum de Delphes, FGTE-CFDT, Forum pour un autre monde, France Libertés Fondation Danielle Mitterrand, FSU, FTICR, Greenpeace, GRET, Institut Reclus, LDH, Marchés Européennes, Les Pénélopes, Solagrail, Survie, UNEF, Union syndicale G10 Solidaires, URI-CFDT Auvergne

Appel soutenu par

Les Alternatifs, Alternative libertaire, LCR, MDC, PCF, Les Verts, La Souris Verte